



ÉVOLUTION DU DISPOSITIF DE COMMANDE DU PERSONNEL TER H-D-F, DÉZINGAGE ORGANISÉ !!!

La crise sanitaire, l'empilage des réorganisations et la souffrance constatée dans les différents chantiers ont guidé les organisations syndicales CGT, SUD, UNSA, CFDT à demander une pause des réorganisations et restructurations menées par l'entreprise.

Vous le constaterez ci-joint, il n'est aucunement question de jouer la chaise vide !

Au vue du contexte, de la période, des inquiétudes légitimes des cheminots, il nous semble impératif et urgent que la direction stoppe immédiatement sa destruction programmée de notre entreprise.

En ce sens, nous avons déposés une DCI unitaire (4 O.S) au mois de novembre aboutissant qu'a du mépris de la part de la direction. Suite à cela et face à cette posture , systématiquement, nous demandons le report de chaque dossier de réorganisation présenté en CSE. L'entreprise n'en a que faire et persévère dans sa politique de destruction .

Sur le dossier «dispositif de commande», un courrier unitaire a été envoyé pour repousser la réunion. Le refus dogmatique du directeur de région en dit long sur le dialogue social.



Monsieur Frédéric GUICHARD
Directeur Régional des Hauts-De-France

Lille, le 04 décembre 2020

Objet : Courrier

Monsieur le Directeur,

Le 16 novembre 2020, les organisations syndicales CGT, Sud_Rail, UNSA et CFDT vous ont déposé une Demande de Concertation Immédiate qui portait sur 2 points :
- Arrêt immédiat des réorganisations durant l'ensemble de la durée de l'état d'urgence sanitaire.
- Dialogue social dans les instances du CSE TER Hauts De France.

Vous avez reçu les organisations syndicales le 18 novembre 2020 dans le cadre du dialogue social. Comme nous avons eu l'occasion de vous le dire de manière unitaire, nous ne partageons votre point de vue quant aux réponses faites sur ces 2 points.

Le 2 décembre dernier, lors de la Commission économique sur le projet des Directions de lignes, vous avez annoncé la présentation, prochainement, d'un projet de restructuration plus important que les directions de lignes portant sur la commande centralisée du personnel, avec des conséquences non négligeable sur les cheminots, l'emploi et leurs conditions sociales, puisque il fait état d'un nombre gigantesque de suppressions de postes et pour reprendre vos formules « c'est du lourd »..

Que dire si ce n'est qu'une énième provocation de la direction que de présenter, au lendemain d'une DCI et dans un contexte sanitaire fortement dégradé, un tel projet.

Que la Direction, contrairement à son point de vue exprimé lors de la DCI sur le point dialogue social n'était que poudre aux yeux, puisque vous ne laissez que peu de temps aux organisations syndicales pour prendre connaissance du projet avant discussion.

Pour toutes ces raisons, et dans le cadre d'une amélioration significative du dialogue social tant prôné par la Direction, les organisations syndicales CGT, Sud_Rail, UNSA et CFDT vous demandent le report de la CSSCT mutualisée du 8 décembre prochain à une date ultérieure et l'arrêt des restructurations.

Nous restons à votre disposition pour d'éventuelles précisions et espérons la bonne prise en compte de cette requête.

Cordialement,

Pour la CGT

Pour Sud_Rail

Pour l'UNSA

Pour la CFDT

Rappelons quand même que ce projet supprimerait au minimum 60 postes et en recréerait une trentaine, pas sur la même zone géographique, et que l'étape suivante et son projet « OSCAR » finirait cette productivité gigantesque avoisinant plus de 100 suppressions.

Ajoutons à cela la mise en place des Directions de Lignes, la volonté du Conseil Régional d'instaurer la mise en lot concurrent et vous apercevrez le danger grave et imminent de la fin programmée du TER.

Lille, le 08 décembre 2020

HOUEL Christophe (CGT)
SOUIN Loïc (SUD Rail)
LEMOINE Jacky (UNSA)
DUMONT Jean Christophe (CFDT)

Copie : Élus CSE, Mandatés CSSCT, Inspecteur du Travail

DROIT D'ALERTE POUR RISQUES PSYCHOSOCIAUX

À L'attention de Monsieur Raphael RABIER, président du CSE TER des Hauts de France dont le siège est situé au 449 Avenue Willy Brandt, Immeuble Perspective, 59777 EURAILLE.

Nous soussignés, HOUEL Christophe (CGT), SOUIN Loïc (SUD Rail), LEMOINE Jacky (UNSA), DUMONT Jean Christophe, (CFDT) en nos qualités d'élus au CSE TER des Hauts de France et ou mandatés CSSCT, déclarons avoir constaté ce jour l'existence d'un danger grave et imminent en application des articles L. 4132-2 et suivants du Code du travail. La nature de ce danger grave et imminent est la suivante : malgré nos demandes de report des dossiers de réorganisations et restructurations pendant cette période sanitaire anxiogène, malgré un rapport d'un cabinet extérieur dénonçant l'impact néfastes de vos projets sur les conditions de travail et mentales des salariés de notre périmètre, vous voulez présenter aujourd'hui un dossier intitulé projet de commande phase 2 qui va impacter à nouveau bon nombre de cheminots...

De plus, la diffusion d'éléments par la ligne managériale avant même toutes présentations dans cette instance n'a fait qu'accentuer le mal être des personnels concernés.

C'est pour toutes ces raisons que nous vous déposons ce-jour un droit d'alerte pour danger grave et imminent. De par vos actes volontaires, vous placez les agents du TER Hauts de France dans des conditions d'insécurité professionnelle, physique et mentale pouvant les mettre clairement en péril. Ce droit d'alerte couvre l'ensemble des salariés du TER HDF.

Nous restons à votre disposition afin de mener une enquête immédiate dans les délais impartis.

Pour la CGT,

Pour SUD Rail,

Pour l'UNSA,

Pour la CFDT

HOUEL Christophe

SOUIN Loïc

LEMOINE Jacky

DUMONT Jean Christophe



La direction minimise la souffrance qu'elle impose aux cheminots dont elle a la responsabilité. Elle a une obligation de résultat en matière de santé au travail. Les organisations syndicales CGT, SUD, UNSA et CFDT ne peuvent cautionner cette politique mortifère menée au TER et useront de toutes leurs prérogatives pour combattre ces projets néfastes aux cheminots. **La direction tente de faire croire aux cheminots que certaines organisations syndicales pratiquent la chaise vide, vous avez la preuve qu'il n'en est rien!**

Ensemble, combattons cette direction, imposons un véritable service public ferroviaire et un avenir pour les cheminots.